

# DIRE NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL POUR CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE !

Nous, citoyens, citoyennes, syndicalistes, associations et organisations réunis à Liège le 18 mai 2005 :

## APPELONS À DIRE « NON » AU PROJET DE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN



**Le projet pour l'Europe qu'on nous propose d'accepter est totalement organisé autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence.** C'est un projet qui organise l'attaque contre les services publics, contre les pensions, l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Alors que le traité dit constitutionnel fixera les grandes lignes de ce que sera l'Europe de demain, **l'avenir auquel ce nouveau traité nous engage est tout le contraire de celui auquel nous aspirons.**

Trop longtemps, nous avons accepté que la construction européenne se développe **sans les citoyens européens et contre leurs acquis sociaux.** Nous refusons d'enfermer notre avenir dans un texte constitutionnel néo-libéral dont l'adoption constituerait un obstacle majeur pour la construction de l'Europe que nous appelons de nos vœux.

## NOUS REFUSONS QUE CE TRAITÉ INTERNATIONAL À PRÉTENTION CONSTITUTIONNELLE SOIT ADOPTÉ EN NOTRE NOM :

- **parce que ce traité, qui se prétend « constitutionnel » n'est ni le produit d'une véritable assemblée constituante**, spécifiquement mandatée par les citoyens pour rédiger une constitution, ni même le résultat d'un véritable débat démocratique ; il n'est en effet pas dans les prérogatives d'un traité que d'établir une Constitution, un instrument juridique qui prendra progressivement le pas sur les Constitutions nationales des États membres ;
- **parce qu'il consacre le déficit démocratique** qui a caractérisé la construction européenne depuis ses débuts (construction au départ des sommets et du domaine purement économique, marquée par le sceau du secret) et le cristallise en une construction politique post-démocratique, qui **bafoue le principe fondamental de la séparation des pouvoirs** (avec un Exécutif hypertrophié et exempté de tout contrôle populaire, une bureaucratie non responsable politiquement, une Banque centrale toute puissante, un pouvoir judiciaire désigné par l'Exécutif, un Parlement ne pouvant même pas proposer des lois, des Parlements nationaux éloignés des centres des décisions européennes et des Constitutions nationales devant s'adapter en permanence aux nouvelles exigences européennes).
- **parce qu'il entérine une vision ultra-libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe**, fait du « principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée » le guide et la valeur suprême de l'action de l'Union européenne et interdit ainsi tout véritable débat futur sur ses orientations économiques et sociales ;
- **parce qu'il enterre le projet d'une Europe sociale**, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale européenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi la régression sociale, le *dumping* et les délocalisations ;
- **parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux** (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples idéaux, sans force contraignante pour les États membres qui ne les auraient pas encore adoptés. Il ne reconnaît pas non plus le droit de grève européen ;
- **parce qu'il efface la notion de service public**, la remplaçant par celle de service d'intérêt économique général, soumis donc à la concurrence libre et non faussée, et entérine l'offensive menée contre ceux-ci dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), qui vise leur démantèlement ;

• **parce qu'il inscrit l'Union européenne dans une étroite collaboration avec l'OTAN**, consacrant la subordination politico-militaire à la puissance états-unienne, et l'engage dans une escalade des budgets militaires ;

• **parce qu'il refuse l'égalité des droits** à ceux et celles qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un État membre et les désigne au harcèlement administratif et policier ;

• **parce, tout en fixant dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels, l'adoption de ce projet de constitution ne permettrait plus aux citoyens de les remettre en cause ultérieurement**, puisque l'unanimité des 25 États membres serait requise pour y apporter la moindre modification !

L'ensemble de ces défauts affecte déjà largement les traités actuels, nous refusons de leur donner aujourd'hui une nouvelle légitimité et un caractère intangible en en faisant des principes constitutionnels.

## **NOUS VOULONS CONSTRUIRE UNE AUTRE EUROPE :**

Laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires et de l'extrême droite xénophobe. **Cette Europe-là, qui laisse les citoyens à l'écart des lieux de décisions, n'est pas la nôtre.**

**Nous sommes les partisans résolus d'une Europe du droit, pour toutes et tous, à l'emploi, une Europe mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en œuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle, respecte la séparation des Églises et de l'État, veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en œuvre.**

C'est pourquoi, nous appelons à opposer un NON majoritaire au traité constitutionnel : **un NON progressiste, en rupture avec le système libéral**, et qui puisse notamment traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales, syndicales et altermondialistes de ces dernières années ont exprimé.

Si, demain, les peuples rejettent le projet de traité constitutionnel, l'Europe que nous voulons ne rentrera pas en crise. Bien au contraire, pour la première fois les peuples pourront faire entendre, ensemble, leur volonté de changement. **Dire Non au traité constitutionnel n'est qu'un premier pas, un pas nécessaire qui va dans la bonne direction : celle de la construction d'une autre Europe, plus démocratique, sociale, pacifique, écologique et solidaire.**

Dans notre pays, tant le Sénat que la Chambre de représentants se sont empressés à adopter ce traité anti-démocratique, refusant aux citoyens le droit à un débat libre et informé.

Nous appelons les citoyens à dire « non » à ce projet et à exiger qu'un débat et des consultations véritablement démocratiques soient organisés au moins aux niveaux communautaires et régionaux ; nous appelons également les représentants élus dans les différents parlements (fédéral, communautaires, régionaux) à refuser de ratifier ce projet de traité constitutionnel.

**Nous appelons l'ensemble des progressistes à construire un large front en faveur du « non » au projet de constitution et nous nous engageons à participer, dans la mesure de nos moyens, aux actions de sensibilisation menées en ce sens.**

**Coordination liégeoise d'organisations pour le NON au traité établissant une Constitution pour l'Europe**  
ATTAC, CADTM, Centrale Générale des Services Publics, Centre Poly-Culturel Résistance, Espace Marx Lg, Parti Communiste, Fondation Léon Lesoil, Groupe de Recherche et d'Action Pour une Politique Ecologique, Jeunes à Contre Courant, La Braise, Parti Ouvrier Socialiste, Résistance à l'Agression Publicitaire - Belgique, Résistance Internationale, Socialisme Sans Frontière, Syndicat Autonome des Etudiants Liégeois,  
Plate-forme nationale pour le NON à la constitution - [www.nonalaconstitutioneuropeenne.be](http://www.nonalaconstitutioneuropeenne.be)

**Madame/Monsieur le/la Député du Parlement wallon/ de la Communauté française de Belgique,**

Vous allez devoir prochainement ratifier le texte du Traité constitutionnel de l'Union européenne. Lorsque votre candidature m'a été soumise lors des précédentes élections à la Région wallonne/Communauté française, j'ai choisi de vous accorder ma voix car je trouvais que dans votre campagne électorale des garanties que vous défendriez des propositions, pour la Région wallonne/ la Communauté française de Belgique, qui ont suscitaient mon adhésion.

**Je ne vous ai, part contre, pas accordé mon suffrage pour prendre une décision d'importance première et d'un tout autre niveau tel que l'adhésion au Traité constitutionnel de l'Union européenne. Cependant vous avez la possibilité de me rendre ma voix, au travers des dispositions législatives régissant les modalités d'adhésion à des traits internationaux. En effet, le Parlement wallon a les capacités juridiques nécessaires à l'organisation d'un référendum sur ce sujet auprès de sa population.** Ainsi, et seulement ainsi, le jour où vous serez personnellement appelé à vous prononcer, vous serez en mesure de relayer les aspirations réelles de la population wallonne/francophone. Dans le cas contraire, je ne pourrais plus considérer que vous puissiez être encore un candidat apte à défendre mes aspirations et je me verrais contraint de reporter ma voix sur l'un ou l'une de vos collègues ayant défendu l'exigence démocratique élémentaire de l'organisation d'un référendum sur le Traité constitutionnel.

Confiant cependant dans le cas que vous faites des intérêts de vos électeurs et du devenir démocratique de notre Région, je suis sûr que vous ne manquerez pas de défendre l'organisation d'une consultation de la population wallonne préalablement à tout vote du Parlement wallon concernant le Traité dit constitutionnel de l'Union européenne.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur le/la Député wallon/ne/Communauteire, mes salutations alter-européennes.

Nom:                      Prénom:                      Adresse:                      Signature:

---

**Cher/Chère camarade et ami/e délégué/e ou permanent/e syndical,**

Le Traité constitutionnel de l'Union européenne est en train d'être soumis aux 7 parlements de notre État fédéral. Je suis sûr que ton attention aura été attirée par les débats, soit dans notre organisation syndicale soit via les médias, à propos de ce document. Tu auras donc constater que ce texte, très largement néolibéral, s'attaque dans ces nombreux chapitres à tout ce qu'il y a de plus cher à nos yeux de militants syndicaux : mise à mal du droit de grève, privatisation forcée des services publics (dont le terme disparaît pure et simplement, étant remplacé par celui de « service d'intérêt économique général » et donc soumis à la concurrence libre et non faussée), attaques ouvertes contre les mécanismes de sécurité sociale et les droits sociaux conquis de hautes luttes par les travailleurs, etc. Tout en faisant la part belle au patronat, au tout-au-marché, à la concurrence libre et non faussée...

Lorsque ta candidature à la délégation syndicale/au poste de permanent de notre centrale professionnelle m'a été soumise lors des précédentes élections sociales/par les responsables de notre Centrale, j'ai choisi de t'accorder ma voix/ d'approuver le choix de la Centrale car je trouvais que ton activité de militant syndical démontrait que tu défendais parfaitement mes intérêts et celui de tous mes collègues au sein de mon entreprise ou de mon secteur d'activité.

**Aujourd'hui, la défense des intérêts des salariés, actuellement privés de suffrage sur une décision d'importance première tel que l'adhésion au Traité constitutionnel, fait de toi un acteur privilégié car tu as la possibilité de nous rendre, à nous salariés, notre voix, au travers des instances de l'organisation syndicale auxquelles tu participes. En effet, il est fondamental que l'organisation syndicale pallie au manque flagrant de démocratie en permettant à un maximum de ses affiliés et militants de se prononcer sur contre le Traité constitutionnel,** comme l'ont déjà la CGSP régionale et nationale et la FGTB liégeoise. Tu as donc un rôle majeur à jouer ici en faveur de tous les salariés, afin que leurs voix, au travers de l'organisation syndicale, deviennent : premièrement une position de l'instance syndicale où ils se seront prononcés, et deuxièmement que les prises de positions de ces différentes instances servent de base à des actions vis-à-vis du Gouvernement pour qu'enfin l'avis des travailleurs soit pris en compte.

Veuille agréer, cher/chère camarade délégué/e ou permanent/e syndical, mes salutations alter-européennes.

Nom:                      Prénom:                      Adresse:                      Signature:

---

**Madame/Monsieur le/la journaliste/rédacteur,**

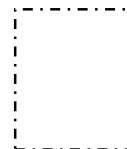
Le texte du Traité constitutionnel de l'Union européenne est en train d'être soumis aux 7 parlements de notre état fédéral. Le traitement médiatique réservé à ce sujet est totalement insuffisant pour un sujet d'une telle importance. Cette attitude me semble faire échos à la sourdine mise en place en Belgique autour de ce thème fondamental, tant sur le plan politique que citoyen. Je trouve également que défenseurs et opposants du traité ne jouissent pas d'un traitement équitable, bien que cette attitude n'ait pas atteint le niveau scandaleux observé en France (où, à ce jour, plus de 17.000 mille journalistes et travailleurs de la presse ont signé une pétition pour dénoncer l'absence d'équité et les manœuvres manipulatrices de la presse officielle et des groupes de presse en France, et cette liste ne cesse de l'élargir jour après jour. : <http://attac-ulg.fede-ulg.org/JournalistesDenoncent.php> )

Je ne pense pas par ailleurs qu'un texte, très largement néolibéral et s'attaquant au fil de ces nombreux chapitres à tout ce qu'il y a de plus cher aux yeux d'un grand nombre de nos concitoyens (mise à mal du droit de grève, privatisation forcée des services publics dont le terme disparaît pure et simplement, étant remplacé par celui de « service d'intérêt économique général » et donc soumis à la concurrence libre et non faussée, attaques ouvertes contre les mécanismes de sécurité sociale et les droits sociaux conquis de hautes luttes par les travailleurs, etc. Tout en faisant la part belle au patronat, au tout-au-marché, à la concurrence libre et non faussée...) soit à ce point peu digne d'intérêt (les débats en France prouvent le contraire) pour que les médias en général et le vôtre en particulier se fassent complices de nos responsables politiques qui souhaitent une ratification en catimini... **En principe, dans une démocratie, le premier rôle de la presse est de porter dans la lumière et de soumettre au débat tout élément qui puisse, même potentiellement, remettre en cause cette démocratie, et en particulier si certains essayent de maintenir ces éléments dans l'ombre.**

Veuillez agréer, Madame/Monsieur le/la journaliste/rédacteur, mes salutations alter-européennes.

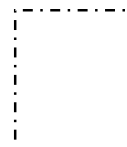
Nom:                      Prénom:                      Adresse:                      Signature:

Modèle de courrier à adresser à votre/vos parlementaire(s) wallon(s)



Madame/Monsieur le/la Député.....  
Parlement de la Région wallonne  
Rue Notre-Dame, N°1  
5000 Namur

Modèle de courrier à adresser à votre/vos délégué(e)/permanent(e) syndical

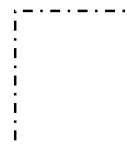


Camarade délégué(e)/permanent(e).....

\* FGTB, Place St. Paul 9-11, 4000 Liège  
(\*cocher l'adresse utile)

\* CSC, Boulevard Saucy, 4020 Liège  
(\*cocher l'adresse utile)

Modèle de courrier à adresser à votre organe de presse / média préféré.



Madame/Monsieur le/la Journaliste/Rédacteur.....

Rue :

Code postal :

Ville :